

Le Scoop-It* de SOS Faim

Demain l'agriculture familiale passe quotidiennement en revue l'actualité des agricultures dans le monde. Extraits choisis d'où émergent les tendances de l'année.

DEMAIN L'AGRICULTURE FAMILIALE

CHRONIQUE DE SEPTEMBRE 2017 À AOÛT 2018

SEPTEMBRE 2017

■ En République démocratique du Congo, le secteur agricole intéresse de plus en plus les jeunes. Une nouvelle tendance qui s'explique d'une part par le développement de facultés d'agronomie dans les universités, et d'autre part parce que l'agriculture bénéficie de plus en plus d'attention de la part des secteurs politique, économique et des médias.

(lapaysi.ci, 27 septembre 2017)

■ L'agriculture a été au centre du Forum « Investir en Afrique » qui s'est tenu à Dakar du 25 au 27 septembre, un secteur porteur, avec ses 30% de ressources mondiales et 60% de terres arables à travers le monde. « L'Afrique peut réaliser en un temps plus court qu'il n'y paraît les conditions de son décollage économique »,

a souligné le président sénégalais Macky Sall, lors de son discours inaugural. Yongsheng, directeur de la Banque chinoise de développement, a indiqué que l'institution qu'il dirige « a fourni 60 millions de dollars pour financer des projets dans 43 pays africains, notamment dans l'agriculture ».

(aa.com.tr, 28 septembre 2017)

OCTOBRE 2017

■ Selon une étude menée par l'ONG Réseau action pesticides (PAN Europe), 68% des fruits consommés dans l'UE présentent des traces de pesticides et pas moins de 34% contiennent des résidus de 27 pesticides contenant des perturbateurs endocriniens potentiellement dangereux. Des perturbateurs endocriniens sont présents dans un tiers des fruits en Europe.

(euractiv.fr, 4 octobre 2017)

■ Le taux de suicide chez les agriculteurs français inquiète l'Institut de veille sanitaire (InVS) français : il est 20% plus élevé dans la profession que dans la population générale.

(euractiv.fr, 9 octobre 2017)

■ Monsanto est accusée de « ghostwriting » : l'entreprise a corrompu à plusieurs reprises des scientifiques pour se donner du crédit. La pratique consiste, pour une entreprise, à agir en « auteur fantôme ». Alors que ses propres employés rédigent textes et études, ce sont des scientifiques sans lien apparent de subordination avec ces études qui les endossent en les signant, apportant ainsi le prestige de leur réputation à la publication. Ces scientifiques reconnus sont payés pour leur service.

(lesoir.be, 10 octobre 2017)

■ Les producteurs de lait européens se sont rassemblés devant le siège de la Commission à Bruxelles pour exiger des mesures garantissant la sécurité de leurs revenus face aux crises répétées du secteur du lait. Les producteurs assurent cependant que ces gains récents ne suffisent pas à contrer les pertes des années précédentes et à leur apporter la sécurité. Malgré une récente augmentation du prix du beurre, liée à une pénurie, la plus grande partie de l'argent ainsi généré n'a pas atterri entre les mains des producteurs de lait.

(euractiv.fr, 30 octobre 2017)

NOVEMBRE 2017

■ De plus en plus de migrants sont exploités en Europe, dans les régions agricoles, notamment en Italie. D'après un rapport du Centre pour la législation et la politique alimentaire de Milan, un travailleur agricole sur quatre en Europe est employé illégalement. Le sud du continent est le plus touché. Au Portugal par exemple, les travailleurs au noir représentent 60% de la main-d'œuvre dans le secteur agricole.

(euronews.com, 16 novembre 2017)

■ Un état des lieux publié par Grain, sur les accords commerciaux avec l'Afrique, montre que les accords de libre-échange ou les traités sur l'investissement limitent l'autonomie des États africains en matière de politique semencière.

(grain.org, 27 novembre 2017)



DÉCEMBRE 2017

■ L'autosuffisance rizicole du Sénégal, espérée en 2017 est reportée à 2019, malgré une hausse significative de sa production. «Je suis convaincu qu'avec le Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (Pracas) nous devrions y arriver», a indiqué M. Sall. Le gouvernement sénégalais mise sur les systèmes de riziculture irriguée et pluviale pour réaliser son autosuffisance dans la céréale (agenceecofin.com, 6 décembre 2017)

■ Lors du 11^e sommet de l'OMC à Buenos Aires, l'organisation mondiale énonce la suppression des subventions à l'exportation, et une meilleure gestion des crises. Mais la question de la régulation agricole mondiale se pose. L'équation est compliquée: du point de vue de l'OMC, c'est l'équité commerciale abstraite entre tous les pays qui compte, du point de vue national, pour certains pays en développement comme l'Inde, la sécurité alimentaire est

une question stratégique et de souveraineté. Depuis au moins deux cycles de négociation, ces questions reviennent à l'ordre du jour, sans qu'un consensus soit trouvé. (franceculture.fr, 14 décembre 2017)

■ Bill Gates promet 315 millions de dollars à la recherche en agriculture, afin d'aider les pays les plus pauvres, notamment en Afrique, à s'adapter au réchauffement climatique. (sciencesetavenir.fr, 12 décembre 2017)



Photo © Gaël Turine

JANVIER 2018



Photo © Marine Lefebvre

■ Au Burkina Faso, 25 milliards de francs CFA (plus de 38 millions d'euros) sont consacrés à la constitution d'un stock de sécurité alimentaire. Son but est de pallier le déficit alimentaire provoqué par les sécheresses et l'invasion de chenilles, alors que dans le pays près de 3 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire. (agenceecofin.com, 18 janvier 2018)

■ Les agriculteurs européens s'insurgent contre l'accord sur le Mercosur, qui risque de les exposer à une concurrence déloyale. Ils reprochent à l'Union européenne d'avoir fait trop de concessions aux pays

du Mercosur. L'Europe importe déjà chaque année 250 000 tonnes de bœuf en provenance d'Amérique du Sud, soit environ 75 % des importations totales. Dans le cadre de l'offre actuelle, l'UE s'ouvrirait à 70 000 tonnes supplémentaires d'importations exemptes de droits de douane. (euractiv.fr, 26 janvier 2018)

■ En 2017, la Chine a multiplié par 10 ses exportations de riz vers l'Afrique. (commodoafrica.com, 26 janvier 2018)

FÉVRIER 2018

■ Deux ONG, Foodwatch et Powershift, se sont intéressées à l'impact des traités de libre-échange que l'UE négocie avec plusieurs pays tels que le Japon, le Mexique, l'Indonésie mais aussi le Mercosur dans un rapport intitulé « Le commerce à tout prix ? ». Le rapport attire l'attention sur le nivellement des normes européennes vers le bas, mais aussi le principe de protection du consommateur qui deviendrait moins important.

(euractiv.fr, 7 février 2018)

■ Retrait de la France de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire (Nasan). Censée soutenir l'agriculture africaine, la Nasan est accusée de favoriser les multinationales et l'accaparement des terres.

(farmlandgrab, 8 février 2018; lemonde.fr, 12 février 2018)

■ La FAO et l'OCDE appellent aux investissements responsables dans l'agriculture. Ils lancent avec 30 grandes entreprises un projet pilote visant à mettre en pratique des conseils et normes internationales en matière de production responsable, de

sourçage et de gestion de la chaîne de distribution dans le secteur agricole.

(fao.org, 16 février 2018)

■ L'AFD lance le label Agreenfi pour encourager les institutions financières des pays en développement et émergents à développer une agriculture productive et résiliente en leur proposant une offre financière ainsi qu'un appui technique et institutionnel. Le label a déjà mobilisé 682 millions d'euros pour 64 projets.

(commodafrica.com, 27 février 2018)

MARS 2018

■ Révision de la directive européenne concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID) et création de MiFID II, censée améliorer leur transparence en protégeant les investisseurs, mais aussi pour lutter contre la spéculation financière à partir des produits dérivés de matières premières alimentaires.

(sosfaim.be, 1 mars 2018)

■ Crise entre le Congo et la Belgique: suite à la répression de marches pacifistes en RDC dans le cadre des prochaines élections, la Belgique annonce une révision de

l'aide bilatérale à la RDC. Les mesures de rétorsion créent un vif débat sur la façon dont la coopération et le soutien à la société civile sont dépendants des enjeux politiques.

(sosfaim.be, 1 mars 2018)

■ Commerce du cacao: les paysans ne touchent que 2% sur 100 milliards de revenus annuels. Les pays producteurs de cacao n'en touchent que 6%...

(afrikipresse.fr, 2 mars 2018)

■ La Commission européenne valide l'acquisition de Monsanto par Bayer pour un

montant de 62,5 milliards de dollars, alors que le Groupe des Verts du Parlement européen rappelle combien l'industrie agricole est concentrée entre un petit nombre de grandes firmes.

(agenceecofin.com, 22 mars 2018)

■ La dégradation des sols va provoquer des migrations massives d'ici à 2050. Un chiffre qui peut monter à 700 millions de déplacés si rien n'est fait pour enrayer les dégâts, selon des dizaines de scientifiques.

(levif.be, 27 mars 2018)

AVRIL 2018

■ L'ONU rappelle combien l'agroécologie pourrait sauver la planète. Le directeur général de la FAO explique que « nous avons besoin de promouvoir des systèmes alimentaires durables (...) et de préserver l'environnement: l'agroécologie peut aider à y parvenir ». Il souligne que « la biodiversité continue de se dégrader alors que cette augmentation de la production à tout prix n'a pas éradiqué la faim dans le monde ».

(enjeuxenergies.wordpress.com, 3 avril 2018)

■ Un article de *Politico* montre que le lait européen inonde le marché africain en ayant triplé ses exportations dans la région (en particulier au Ghana, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Nigeria) en cinq ans.

(politico.eu, 18 avril 2018)

■ Les membres du Réseau de prévention des crises alimentaires appellent à l'action, estimant que 7,1 millions de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire en ur-

gence en Afrique de l'Ouest, dont 3,7 millions de personnes au Nigeria.

(actualite-ouest-africaine.org, 18 avril 2018)

■ Crise pastorale au Sahel, causée par la conjonction de la sécheresse et du jihad, causant l'exode des troupeaux et de leurs bergers mais aussi un risque de crise alimentaire dans la région.

(commodafrica.com, 20 avril 2018)

MAI 2018

■ Invité à la BBC World Service, Ibrahima Coulibaly, le vice-président du Roppa estime que la plupart des jeunes qui combattent en Afrique dans les groupes armés proviennent des régions qui ont souffert du désinvestissement en milieu rural. Il est urgent d'y soutenir les agricultures familiales.

(bbc.com, 8 mai 2018)

Illustration © Philippe de Kemmeter



Ibrahima Coulibaly.

■ L'Alliance coopérative internationale (ICA), basée à Bruxelles, et la FAO ont renouvelé leur partenariat, ouvrant ainsi la voie aux initiatives visant à faire bénéficier les petits exploitants agricoles et les petits agriculteurs familiaux des pays en développement du modèle économique coopératif. Pour la FAO, le modèle coopératif est le modèle de référence pour l'agriculture et la sécurité alimentaire.

(commodafrica.com, 14 mai 2018)

JUIN 2018

■ À l'occasion de la Journée du lait, cinq pays d'Afrique de l'Ouest et le Tchad ont lancé la Campagne de défense de promotion du lait local, portée par de nombreuses organisations paysannes. En Afrique de l'Ouest, la croissance démographique et l'urbanisation entraînent des changements d'habitudes. La vie en milieu urbain favorise la consommation de produits importés. Les producteurs de lait locaux doivent se battre pour défendre leurs droits (commodafrica.com, 6 juin 2018)

■ Un atelier à Dakar a examiné les intentions de la Nasan (Nouvelle alliance pour

la sécurité alimentaire et la nutrition). Peu convaincus par la pertinence des actions de la Nasan, les participants ont adressé une lettre d'interpellation au gouvernement de la République du Sénégal, aux pays membres du G7 et à l'Union africaine en les appelant à soutenir davantage l'agriculture familiale et l'agroécologie que la Nasan.

(Farmlandgrab.org, 10 juin 2018)

■ Occasion manquée pour l'agriculture européenne: lors de la réunion des ministres de l'Agriculture des 28 pour débattre de l'avenir de la Politique agricole

commune (PAC), l'Europe n'a pas fait de la souveraineté alimentaire la priorité absolue. Au lieu de resserrer les rangs face à ces futures superpuissances de l'agriculture, l'UE choisit la dispersion et l'atomisation... Elle propose que chaque État membre élabore un plan stratégique national réunissant les interventions qu'il choisit de mettre en œuvre sur son territoire, en puisant celles-ci parmi les aides directes et les interventions par secteur de production.

(mediapart.fr, 19 juin 2018)

JUILLET 2018

■ Condamnation pour corruption par le tribunal de Bruxelles de Mariama Camara, ministre de l'agriculture de Guinée, d'Hubert Fabri ainsi que de quatre dirigeants de filiales de la Socfin, ce conglomérat belge de l'huile de palme et du caoutchouc qui emploie plus de 40.000 personnes principalement en Afrique et en Asie du Sud-Est. Mariama Camara recevait 6% du prix d'achat du caoutchouc local, transférés sur son compte via une société-écran basée à Guernesey.

(commdafrica.com, 3 juillet 2018)

■ Résultats encourageants pour la campagne « On ne joue pas avec la nourriture » initiée par SOS Faim. Ont été obtenues: une révision de la directive européenne concernant les marchés d'instruments financiers et une ouverture du dialogue avec les banques pour arrêter la spéculation financière sur les produits alimentaires, notamment en favorisant la création d'un

moratoire sur la question. Mais au niveau politique, on attend encore les textes législatifs...

(sosfaim.be, 4 juillet 2018)

■ La facture des importations alimentaires est de plus en plus lourde pour les pays les plus vulnérables, en ayant quintuplé. Les importations de produits alimentaires représentent désormais 28% de toutes les recettes d'exportation de marchandises de ces pays, alors que pour les pays développés, celles-ci représentent 10% de leurs recettes d'exportation.

(commodafrica.com, 7 juillet 2018)

■ Le 3 juillet, le Parlement européen a adopté une résolution importante sur les violations des droits, y compris l'accaparement des terres, dont souffrent les peuples autochtones du monde entier. Cette résolution comprend une recommandation importante aux États membres de l'UE:

adopter la Déclaration sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales, qui a été négociée au cours des dernières années au sein du Conseil des Droits de l'Homme des Nations unies.

(viacampesina.org, 12 juillet 2018)

■ En Inde, les pratiques agroécologiques progressent et commencent à représenter des alternatives crédibles à un modèle agroindustriel responsable d'une importante dégradation de l'environnement.

(blogs.alternatives-economiques.fr, 17 juillet 2018)

■ Selon un rapport de Grain sur le climat, les grandes entreprises du secteur de la viande et du lait pourraient dans les prochaines années supplanter les firmes pétrolières et devenir les plus grands pollueurs du monde.

(Grain.org, 23 juillet 2018)

AOÛT 2018

■ Procès au glyphosate contre Monsanto: le géant américain doit verser 289 millions de dollars à un jardinier atteint d'un cancer. Le jugement est historique. Le glyphosate est un herbicide contenu dans des produits tels que le Roundup. Il est classé par l'OMS comme probablement cancérigène.

(lemonde.fr, 11 août 2018)

■ Interview de Erwin Schöpges, président de la European Milk Board, sur Commodafrica: il y explique sa lutte contre le dumping du lait en Afrique. Il veut faire jouer la solidarité entre éleveurs africains et européens pour préserver les filières.

(commodafrica.com, 28 août 2018)

Illustration © Isabelle Busschaert

